Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Corruption-nucleaire-generalisee-la-Coree-du-Sud

26 février 2014

La Corée du Sud, un cas d'école

La Corée du Sud, comme le Japon, a un programme d'énergie nucléaire important, avec 23 centrales en fonction, fournissant 30 % de l'électricité du pays. En outre, il est prévu de construire 16 autres réacteurs d'ici 2030. Comme le Japon également, la Corée a un ambitieux plan d'exportation de technologie nucléaire, basé sur une réputation de haut niveau technique et de sûreté dans son industrie nucléaire [1]. Grâce à cette bonne réputation, alliée à des prix et des conditions de financements attractifs, le monopole d'État Korean Hydro and Nuclear Power (KHNP, en français "Énergie hydro-électrique et nucléaire coréenne") a pu mener un consortium coréen à remporter une commande de 4 réacteurs APR1400 représentant un montant de 40 milliards de dollars, commande passée par les Émirats Arabes Unis en 2009 [2]. Mais dans l'année qui a suivi la catastrophe de Fukushima, on apprenait que l'industrie nucléaire coréenne souffrait aussi d'une corruption profondément ancrée.



Le scandale de la corruption du nucléaire coréen a éclaté en avril 2012 lorsque quatre dirigeants de KHNP ainsi qu'un lobbyiste de l'industrie ont été accusés de corruption [3]. Des fournisseurs

d’équipement de KHNP avaient payé eniron 600 000 dollars au lobbyiste afin que celui-ci persuade des cadres de KHNP d’acheter auprès des entreprises concernées. Un exemple : un cadre de KHNP a fourni une pièce, ainsi que ses spécifications, à un fournisseur qui a ensuite fait des copies de la pièce et les a revendues comme étant un produit d’Areva. Par ailleurs, des cadres de KHNP ont reçu des rétro-commissions pour un montant de 150 000 dollars pour s’assurer qu’ils recommandaient les produits de ces fournisseurs dans l’approvisionnement de KHNP [4].

Une deuxième étape a commencé en juin 2012 lorsqu’un vice-président de KHNP a été arrêté, suspecté d’avoir accepté des pots-de-vin pour qu’il fasse pression sur des centrales nucléaires locales afin que celles-ci commandent chez ces fournisseurs. Le vice-président de KHNP, désigné comme "Kim" par le parquet, était un ex-dirigeant du service d’audit de l’entreprise, et était aussi accusé de verser des pots-de-vin à ses superviseurs afin qu’ils taisent ses activités [5]. Kim a été ensuite aussi soupçonné d’avoir reçu 61 000 dollars de la part de deux fournisseurs. En juillet, l’affaire s’est élargie lorsque le parquet a fait arrêter un autre vice-président, ainsi que quatre cadres supérieurs du siège de l’entreprise, seize cadres ingénieurs sur des sites nucléaires, et neuf sous-traitants. Le parquet a ensuite révélé que les cadres supérieurs de l’entreprise avaient reçu des pots-de-vin pour un montant de 2 millions de dollars, alors que les ingénieurs avaient touché près de 400 000 dollars des fournisseurs [6]. Selon le parquet, certains des sous-traitants avaient fourni durant des années des équipements défectueux tels que des moteurs et des jauges de pression [7]. Ces arrestations ont été immédiatement perçues comme une menace pour les ambitions d’exportation nucléaire de la Corée, alors que le président Lee Myung-bak prônait l’extension des ventes de centrales nucléaires à l’exportation, et tentait de calmer les craintes nées suite à Fukushima [8].

En novembre 2012, le scandale a pris une autre dimension lorsque le gouvernement coréen a annoncé avoir découvert que cinq sites nucléaires avaient utilisé des milliers de pièces dont les fournisseurs avaient falsifié les certificats de sûreté, tels que des fusibles, des ventilateurs de refroidissement, des commutateurs, pour des montants totalisant environ 750 000 dollars. La plupart des pièces falsifiées ont été découvertes sur le site de Yeonggwang, à 330 km au sud de Séoul. Yeonggwang-5 et Yeonggwang-6 ont été stoppés pour des inspections de sécurité [9].

L’enquête du Bureau d’Audit et d’Inspection sur les arnaques de substitution de pièces a révélé en décembre 2012 que "8601 composants importés avec des certificats de qualité falsifiés ont été fournis aux sites nucléaires, les entreprises coréennes ont aussi fourni 1555 pièces avec des certificats falsifiés sur une période de cinq ans". Initialement, des sources gouvernementales avaient affirmé qu’aucune pièce munie d’un faux certificat n’avait un lien direct avec les réacteurs.

Au contraire, une enquête du Bureau d’Audit a prouvé que des équipements faussement certifiés étaient utilisés dans le système de refroidissement d’eau d’un réacteur. KHNP a admis qu’il y avait un danger mais a laissé le réacteur en fonctionnement [10].

Début décembre, le gouvernement coréen annonçait une enquête au sein du management de KHNP et des centrales nucléaires du pays, enquête qui mobilisait plus de 60 experts, gouvernementaux et civils.



Photo / Addendum du Réseau : *En juillet 2013, c'est Kim Jong-shin qui est à son tour arrêté par les autorités coréennes. Il est soupçonné d'avoir accepté quelque 86 000 dollars de pots-de-vin de la part d'un fournisseur en échange de son influence pour lui accorder des contrats. Il a été le PDG de KHNP pendant 5 ans, d'avril 2007 à mai 2012, et était encore récemment membre du comité directeur de la WNA (World Nuclear Association). Sous la présidence de M. Sarkozy, la France lui a décerné la Légion d'Honneur pour sa contribution à la coopération nucléaire entre la France et la Corée du Sud...*

Élu membre dirigeant de la WANO (World Association of Nuclear Operators) et y représentant les opérateurs nucléaires asiatiques, M. Jong-shin a déclaré le 4 avril 2010 : "Je ferai de mon mieux pour accroître la sûreté à la fois des réacteurs nucléaires existants et des nouveaux qui seront construits en Asie […]"

Les conséquences de la corruption et des défaillances de la surveillance de l'industrie nucléaire coréenne ont eu des effets immédiats et importants, autant localement qu'au-delà des frontières :

- La confiance de la population dans la sûreté de l'énergie nucléaire a sombré de 71 % en janvier 2010 à 35 % à la fin 2012, selon le Ministère de l'économie de la connaissance [11], qui supervise la politique nucléaire [12].
- À l'étranger, la Turquie a demandé une révision complète de l'offre coréenne d'un montant de 20 milliards de dollars pour une seconde centrale nucléaire de 1200 MW, d'une manière interprétée comme un rejet, poli mais représentant un revers magistral pour l'ambitieux programme d'exportation nucléaire de la Corée [13].

Trois causes systémiques favorisant la corruption dans l'industrie coréenne ont été mises en évidence par ces scandales :

- La sur-utilisation des réacteurs coréens, comparés à leurs équivalents dans d'autres pays, et les contraintes imposées par la course à la localisation totale de la production du nucléaire pour 2010. Les réacteurs coréens sont utilisés à 90 % de leur capacité, alors que la France, qui dépend encore beaucoup plus du nucléaire, a une utilisation moyenne de 60 à 75 % [14].
- Une deuxième cause peut être due à la hâte mise dans la "coréanisation" de la production nucléaire. Cette hâte a été mise en exergue par la visite du président Lee dans la ville côtière de Ulchin pour la célébration du début du chantier des deux premiers réacteurs, Shin Ulchin-1 et 2, qui devaient être construits avec une technologie purement coréenne, et être terminés en 2018 [15]. KHNP était le fer de lance de la promotion de cette "coréanisation", annonçant en 2010 que pour soutenir sa stratégie de globalisation, l'entreprise allait avancer son objectif de passer de 95 % à 100 % d'indépendance technologique à octobre 2012.
- Une troisième source de préoccupation met en cause l'industrie, ses procédures de régulation, et le système politique. KHNP a eu la plus mauvaise note lors d'un audit de 2012 sur les entreprises d'État. Il faut dire que la fonction d'auditeur pour une entreprise d'État coréenne est un à-côté principalement réservé à des personnalités politiques liées au parti majoritaire du moment. Pendant la présidence de Kim Dae-jung, 24 % des auditeurs des entreprises d'État étaient des politiciens. Ce pourcentage est monté à 40 % sous le président Roh Moo-hyun, pour atteindre 62 % sous le président Lee Myung-bak. Les cas de pots-de-vin versés à des politiciens opportunistes propulsés auditeurs d'entreprises d'État telles que KHNP sans disposer des qualifications professionnelles requises sont bien documentés [16]. Un système de népotisme aussi profondément institutionnalisé ne peut exister qu'avec l'assentiment et la protection des plus hauts niveaux hiérarchiques des parties concernées.



L'intégrité, ou plutôt le manque d'intégrité, dans l'industrie nucléaire coréenne reste très préoccupant. Un procureur impliqué dans l'enquête sur KHNP a estimé qu'il y avait "une chaîne permanente de corruption et de pots-de-vin entre l'entreprise d'état et les fournisseurs". Commentant le travail de la commission d'enquête, ce procureur a déclaré que d'après lui "les liaisons troubles existaient depuis tellement longtemps qu'une seule enquête ne suffirait pas à les éliminer" [17].

Sans vouloir contester l'intégrité ou la diligence de ces enquêtes, force est de constater que la tâche est considérable, impliquant des réseaux reliant les entreprises nucléaires, les fournisseurs, les ministères et agences de supervision, et presque certainement des personnalités politiques. Il est très peu probable qu'aucun parallèle ne soit découvert avec les révélations de la commission de la Diète Japonaise sur la catastrophe de Fukushima. Ceci laisse à penser qu'il faudra une enquête beaucoup plus approfondie, plus longue, plus étendue et plus transparente que ce qui a été fait jusqu'à présent.

Face à "cette corruption qui se répand dans le quasi-monopole d'État", il vaut la peine de se souvenir de l'attitude de KHNP avant les révélations. En 2010, KHNP annonçait avec fierté sa place de n°1 parmi les entreprises de production d'électricité en tant qu' "entreprise éthique". La même année, alors que Kim Jong-Shin, le PDG de KHNP (qui sera déchu plus tard), était élu président de la branche de Tokyo de l'association mondiale des exploitants nucléaires (WANO), il promettait de faire de KHNP une "zone sans corruption" [18]].

Richard Tanter

Extrait de Richard Tanter, After Fukushima : A Survey of Corruption in the Global Nuclear Power Industry. Asian Perspective : October-December 2013, Vol. 37, No. 4, pp. 475-500.

Traduit de l'anglais au français par Michel Schmid pour le Réseau "Sortir du nucléaire"

Notes

[1] Stott, David Adam. 2010. "South Korea's Global Nuclear Ambitions." The Asia-Pacific Journal, 22 March.

[2] Yeon Choul-woong. 2010.“KHNP Aims to Realize Nuclear Technology Independence by 2012.” Korea IT Times, 8 March.

[3] Korea Realtime. 2012. “Another Nuke Scandal : Theft and Bribery.” Wall Street Journal blog, 27 April.

[4] Shin and Kim. 2012. Legal Issues and Trends in Enforcement of Anti-Corruption Legislation in Korea. Legal Update, 5 June.

[5] Yi Whan-woo. 2012a. “Nuclear power official nabbed for bribery.” Korea Times, 21 June.

[6] Park Si-soo. 2012b. “Corrupt ties threatening nuclear safety.” Korea Times, 8 November.

[7] Yi Whan-woo. 2012b. “Nuclear engineer gets prison sentence.” Korea Times, 10 July.

[8] Kang Hyun-kyung. 2012. “Lee’s nuclear push meets obstacle.” Korea Times, 4 May.

[9] “Gov’t finds ’unqualified’ parts in nuclear reactors.” 2012. Yonhap News Agency. 5 November.

[10] Park Si-soo. 2012c. “More fake certificates for nuclear reactor parts found.” Korea Times, 6 December.

[11] NDT : Le Ministère de l’Economie de la Connaissance (Ministry of Knowledge Economy / MKE) s’occupe de la politique économique, particulièrement dans les domaines industriel et de l’énergie. Ce ministère est issu de la fusion des précédents ministères du commerce, de l’industrie et de l’énergie, de l’information et de la communication, et de la science et la technologie.

[12] Park Si-soo. 2012a. “Gov’t to overhaul nuclear policies.” Korea Times, 8 January.

[13] Park Si-soo. 2012d. “Turkey rejects Korea’s nuclear reactor bid.” Korea Times, 27 December.

[14] “Too frequent shutdowns.” 2012. Editorial, Korea Times, 4 November.

[15] Kang Hyun-kyung. 2012. “Lee’s nuclear push meets obstacle.”Korea Times, 4 May.

[16] “Foul-smelling public power company.” 2012. Editorial, Donga-A Ilbo, 11 July.

[17] Park Si-soo. 2012b. “Corrupt ties threatening nuclear safety.” Korea Times, 8 November.

[18] “KHNP President Becomes WANO-Tokyo Regional Governing Board Chairman.” Newsworld, [n.d.